

LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU CANADA: BANQUES ALIMENTAIRES ET ORGANISMES BÉNÉVOLES¹

Molina, Luisa Elena²

Recibido: 06-10-2008

Revisado: 30-10-2008

Acceptado: 03-11-2008

RÉSUMÉ

Cette étude porte sur la participation de la société civile canadienne dans la quête d'alternatives pour faire face aux problèmes de sécurité alimentaire qui touchent une partie de la population de ce pays. Plus spécifiquement, nous analyserons certaines initiatives mise en place par des organismes bénévoles agissant au Canada dans le domaine de l'aide alimentaire. Pour mener le travail, nous avons réalisé une recherche de terrain basée sur la réalisation d'entrevues et de visites à des organismes situés à Québec et à Montréal. Les principales questions à traiter sont : 1) Quel est le rôle joué par les organismes de la société civile dédiés à l'aide alimentaire, et 2) À quel point leurs résultats servent de façon effective à soulager les difficultés liées à l'insécurité alimentaire chez des groupes vulnérables de la population. Pour mener le travail, nous avons pris en compte des organisations d'aide alimentaire émanant de la société civile qui agissent aux échelles nationale, régionale et locale, notamment l'Association canadienne des banques alimentaires et les banques alimentaires régionales et communautaires. Nous avons étudié également d'autres organisations qui oeuvrent dans des activités d'aide alimentaire, mais qui stimulent aussi l'insertion sociale. Les résultats de l'étude montrent l'importance redoutable de la participation des organisations dans l'attention des problèmes du manque d'aliments chez les personnes à faible revenu et les démunis. Selon l'Association canadienne des banques alimentaires (ACBA), les banques alimentaires desservent environ deux millions deux cent mille repas par mois. Environ 800 mille personnes par mois utilisent les services de ces banques. L'ACBA et les banques régionales et communautaires offrent environ 150 millions de livres d'aliments chaque année. Il est important de souligner que l'action bénévole n'est pas imposée, ni par l'État, ni par des organisations religieuses ou d'autre nature. Il s'agit d'une activité basée sur le libre choix. Probablement les bénévoles oeuvrent, avec conviction, dans le cadre d'une culture dont le partage constitue une valeur manifeste.

Mots-clé : sécurité alimentaire, société civile, insertion sociale, ACBA, banque alimentaire, travail bénévole, Montréal, Québec, Canada.

1 Je veux remercier le Gouvernement du Canada et l'Ambassade du Canada au Venezuela par la bourse qu'ils m'ont conférée pour la réalisation de cette recherche. Je veux également remercier M. Jules Lamarre et Guy Mercier, le Département de Géographie et le CELAT de l'Université Laval, Canada qui m'ont accueilli et qui m'ont offert un lieu de travail à L'Université Laval, entre les mois de novembre et décembre, 2007. J'exprime ma gratitude aux personnes et aux organismes qui m'ont concédé leur appui et leur temps, spécialement: Jacques Bernier et Joël Rouffignat (Professeurs, Université Laval), Lise Bernier, Geline Pagé, Déborah Draï, Elaine Côté (Moisson Québec), Joëlle Marion (collège sans frontières), Caroline Vachon, Luce Poisson (Société Saint-Vincent de Paul, Saint Sacrement), bénévoles des Coffres de M. Vincent; M. Ray Lévesque et bénévoles de Saint-Vincent de Paul, Paroisse Saint Benoît d'Abbé; Claudine Tremblay (L'Accorderie), Andrée Sévigny (chercheur postdoctorale, Équipe Maison Michel-Sarrazin) José Bussière, Chantal Pagé (club petits déjeuners, Montréal), Germaine Chevrier (Cuisines collectives Montréal), Joëlle Legault-Monty (Table de concertation en sécurité alimentaire du Conseil communautaire Côte-des-Neiges/Snowdon, Montréal), Bernard Besancenot (Animateur à la vie culturelle et sociale, MultiCaf, Montréal), Alain Landry (Multicaf), Katy Cavanaugh (Multicaf), bénévoles et personnel de MULTICAF; Judith Vásquez (PROMIS, Montréal), Personnel Résidence Maria-Goretti (Montréal).

2 Geógrafo (Universidad de Los Andes, ULA, Mérida, Venezuela); M. Sc. en Desarrollo Agrario (ULA, Mérida, Venezuela); Ph. D. (Université Laval, Canada). Investigadora del Centro de Investigaciones Agroalimentarias y del Instituto de Geografía y Conservación de Recursos Naturales, Universidad de Los Andes (Mérida, Venezuela). **Dirección postal:** Núcleo Liria, Edif. G "Leocadio Hontoria", 2° piso, CIAAL. Mérida 5101, Venezuela; **Teléfono:** +58-274-2401031; +58-274-2403855; **Fax:** +58-274-2401031; **e-mail:** lemolina@ula.ve

RESUMEN

Este artículo versa sobre la participación de la sociedad civil en la búsqueda de alternativas para enfrentar los problemas de seguridad alimentaria que afectan a una parte significativa de la población de Canadá. Específicamente, se analizan algunas iniciativas de organismos voluntarios que participan en el ámbito de la ayuda alimentaria, mediante una compleja organización funcional, material y humana. Se tomaron en consideración organismos civiles que trabajan a escalas nacional, provincial y local, en particular la Asociación Canadiense de Bancas Alimentarias (ACBA), algunas bancas alimentarias regionales (Québec y Montreal) y grupos comunitarios locales. Para el estudio de estos organismos, se desarrolló una investigación de terreno, que incluyó visitas y entrevistas a organismos regionales y locales de asistencia alimentaria situados. Igualmente, se realizaron revisiones bibliográficas en organismos públicos y privados y de documentos publicados en Internet. Los resultados demuestran la importancia indubitable de la participación de las empresas, de las organizaciones civiles y del trabajo voluntario en la atención de problemas de inseguridad alimentaria. De acuerdo con la ACBA, las bancas alimentarias obtienen y canalizan una ayuda aproximada de 150 millones de libras de alimentos por año. En el 2007 sólo la ACBA distribuyó más 8,5 millones de libras de alimentos, aunado al gran contingente de alimentos recabados por bancas alimentarias provinciales y grupos comunitarios que funcionan a escala local. Los alimentos distribuidos provienen de asociaciones estratégicas y donaciones derivadas del ACBA y las bancas regionales, con industrias y empresas agroalimentarias y no alimentarias; cadenas de comercio agroalimentario (macro-mercados, supermercados, pequeños comercios), donaciones promovidas por establecimientos y empresas diversas y donaciones del público en general.

Palabras clave: seguridad alimentaria, sociedad civil, inserción social, ACBA, bancas alimentarias, trabajo voluntario, Québec, Montreal, Canadá

ABSTRACT

This article focuses on the civil society role in searching alternatives for solving food security problems affecting fragments of Canadian population. The author analyzes initiatives of volunteer groups acting in the field of food aid. Civil organizations working at the national, provincial and local levels were considered in this research, particularly the Canadian Association of Food Banks (CAFB), as well as regional food banks of Quebec and Montreal and local community groups. The study is based on field research, including visits and interviews in regional and local organizations devoted to food aid, plus bibliographical review in public and private organizations and on-line documentation. Main results reveal the undeniable importance of the joint participation of enterprises, civil organizations, and volunteer groups in facing food security problems. According to CAFB, food banks distribute about 150 millions of pounds of food per year. In 2007, 8.5 millions of pounds of food were distributed by CAFB, and moreover substantial quantities collected by regional food banks and community groups at the local level. Foods distributed came from strategic associations between CAFB and food banks and food industries, food enterprises, no-food enterprises, and agro-food trading chains (macro markets, supermarkets, small food shops), as well as donations by the population at large.

Keywords: food security, civil society, social insertion, CAFB, food bank, volunteer group, Montreal, Quebec, Canada.

INTRODUCTION

L'insécurité alimentaire constitue une menace permanente chez les personnes vivant sous le seuil du faible revenu ou ayant de difficultés liées à la pauvreté et à l'exclusion sociale ou matérielle. L'idéal du bien être global représente l'un des défis majeurs pour le monde actuel. Les problèmes liés à la pauvreté ne touchent seulement une fraction variable de la population des pays à faible ou à moyen revenu. Ils sont aussi présents au sein des pays riches, développés et industrialisés, situés en Amérique du Nord et en Europe.

Au Canada, comme ailleurs, la pauvreté pèse sur une partie de la population. Selon Statistiques Canada, en 2005, environ 7,4% des familles avaient un faible revenu (Statistiques Canada, 2007). En plus des foyers à faible revenu, il y a de personnes sans emploi, des petits salariés, des individus qui ont recours aux programmes d'aide sociale pour vivre, des sans-abri, des démunis, des personnes malades qui n'ont pas assez pour manger et pour combler

leurs besoins essentielles y compris la nourriture. Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, ce sont surtout des institutions privées qui réalisaient les activités d'aide sociale envers les personnes les plus durement affectées par des besoins sévères. Il s'agissait d'organismes comme les institutions religieuses; des personnes ou d'autres institutions philanthropiques. Leurs actions étaient fondées principalement sur la notion de charité. À la fin du XIX^{ème} siècle et, surtout, au XX^{ème}, les changements sociaux et politiques qui sont intervenus ont renforcé les pouvoirs des États. Par l'adoption de lois sociales et la défense de droits, les problèmes de la sécurité sociale sont devenus un champ d'intervention politique. Pourtant, au cours du XX^{ème} et du XXI^{ème} siècle le concours des personnes et des institutions non gouvernementales dans l'assistance aux personnes dans le besoin, n'a pas cessé d'augmenter.

Toutefois, il semble qu'un changement s'est opéré parmi ces groupes religieux et privés : les valeurs

véhiculées par ces organisations sont différentes : leur attitude « charitable » est de plus en plus remplacée par une approche dite « communautaire » s'attardant à développer une compréhension générale des problèmes sociaux et économiques et à la formulation de positions politiques. Ces organisations forment ce qu'il est convenu d'appeler maintenant la « société civile ». La question de l'approche des organisations non gouvernementales agissant dans le domaine de l'insécurité alimentaire et la contribution de ces organismes et personnes au perfectionnement des politiques liées à la lutte contre la faim, constitue le thème central à traiter dans cette recherche.

Dans ce contexte, ce travail vise à réfléchir sur la participation des organisations et de personnes de la société civile canadienne dans la conception et la mise en marche de programmes d'aide alimentaire et de lutte contre la faim. Plus spécifiquement, nous étudierons l'exemple de certaines organisations qui comptent sur le travail bénévole de personnes, d'entreprises privées et d'autres institutions laïques et religieuses, qu'agissent aux échelles nationale, régionale et locale, afin d'atténuer la faim et le manque d'aliments.

Pour mener le travail, nous avons effectué une recherche de terrain basée sur la réalisation d'entrevues et de questionnaires semi-structurés appliqués à des bénévoles et à des gestionnaires de divers organismes situés à Québec et à Montréal. Le prélèvement des informations au Canada a été réalisé entre les mois de novembre et décembre 2007, grâce à une bourse de recherche que nous avons obtenue du gouvernement du Canada, par le biais de l'Ambassade du Canada au Venezuela.

1. LE PROBLÈME À L'ÉTUDE

Le manque d'aliments est probablement l'une des expériences les plus âpres pour l'être humain. Lorsque la nourriture manque, il y a possiblement chez l'être humain un double vécu : d'un part, l'impossibilité de combler un besoin biologique ; d'autre part un vide affectif, un malheur temporel ou permanent. Le manque d'aliments est un problème qui affecte, de jour à jour, des millions d'individus autour du monde. Nous pouvons y compter des enfants, des adolescents, des adultes et de personnes âgées, vivant dans de conditions précaires. Les démunis, les sans-abri, les gens de la rue, et nombre d'individus atteints par des problèmes de santé, se trouvent parmi les groupes les plus durement touchés par les difficultés liées à la pauvreté et à la faim. D'autres personnes disposant d'un revenu insuffisant, comme les employés à salaire minimum, les employés à temps partiel, les chômeurs, sont aussi prises par des conditions économiques et sociales

dont la pauvreté qui entraînent souvent l'insécurité alimentaire. Comme le signale Tay³:

« ... la pauvreté relève aujourd'hui de plus en plus du domaine politique et social. C'est un fait devenu sociétal. Quant aux solutions, elles sont en majorité privées et caritatives (ONG, organisations religieuses, personnes individuelles, etc.) et se limitent le plus souvent aux besoins fondamentaux de survie.... Viennent ensuite les solutions internationales (divers programmes des agences du système des Nations Unies) et enfin les solutions gouvernementales ... où le rôle des Etats reste encore à envisager, à démarrer, à développer ou à améliorer, suivant les pays... Les plus anciens intervenants en ce domaine... restent et de loin les organisations religieuses. Mais la prolifération des ONG s'est considérablement accélérée depuis au moins une décennie. Ce qui est louable en tant que manifestation de la générosité à l'égard de l'enfance (et de personnes) en difficulté. Mais c'est aussi en cet état de fait que réside le grand danger de la déresponsabilisation des Etats en ce domaine, si l'on n'y prend pas garde. L'exclusion sociale, surtout des enfants, avec l'ampleur qu'elle prend d'année en année, ne doit plus être laissée principalement entre des mains charitables. Une nouvelle solidarité impliquant l'ensemble des populations nationales devient nécessaire » (Tay, 2008 : 1).

Partout au monde, le constat de la faim et de la pauvreté est présent. Ce problème atteint des millions d'individus et de familles vivant dans des pays pauvres ou d'économie émergente. Cependant, la pauvreté et la faim sont également tangibles dans les pays riches, développés et industrialisés. Malgré son niveau de développement, le Canada n'échappe pas à cette situation.

Le Canada est l'un des pays qui a le plus haut Indice de développement humain (IDH)⁴. En 2005, l'IDH du Canada a été calculé à 0,961 et il occupait le quatrième rang parmi un total de 175 pays étudiés au monde. Pour

³ « Alphonse Tay travaille à l'Unesco depuis 1984 à l'administration du programme de coopération avec l'Unicef sur la protection, le développement et l'éducation de la petite enfance. Il est responsable du programme Éducation des enfants de la rue et des enfants travailleurs » (Tay, 2008).

⁴ L'indice de développement humain (IDH) a été conçu en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cet indice composite tient compte du PIB par personne mais aussi d'autres facteurs qui contribuent à ce que nous appelons développement, l'espérance de vie à la naissance, le taux de scolarisation et le pourcentage des gens qui savent lire et écrire (PNUD, 2007).

la même année, le pays avait une population totale de 32,2 millions d'habitants et le revenu moyen *per capita* se situait à 35.071 dollars américains (Statistique Canada, 2006). Cependant, en 2005, «... le nombre de personnes qui n'avaient pas assez à manger au Canada a été calculé en 3,7 millions, compromettant la qualité ou la variété de leur régime alimentaire ou connaissant une forme d'insécurité alimentaire ne sachant pas d'où viendra leur prochain repas » (ACBA, 2006).

En ce qui concerne la population à faible revenu,

« ... le seuil de faible revenu (SFR) après impôt, révèle que 7,4 p. 100 des familles canadiennes (soit quelques 655 000 familles) avaient un faible revenu en 2005. La même année, environ 788 000 enfants âgés de moins de 18 ans (11,7 p. 100 de la population globale) vivaient dans des familles à faible revenu ... Quand on a utilisé une mesure fondée sur les seuils de faible revenu avant impôt, la proportion d'enfants canadiens vivant au sein de familles à faible revenu en 2005 est passée à 16,8 p. 100 et celle des enfants qui faisaient partie de familles monoparentales ayant à leur tête une femme, à 47 p. 100. L'écart de pauvreté parmi les personnes âgées de 65 ans et plus au Canada est de beaucoup inférieur. En 2005, 6,1 p. 100 des Canadiens de ce groupe avaient un revenu inférieur au SFR après impôt. L'écart de revenu moyen au Canada est également considérable. En 2005, les familles canadiennes à faible revenu avaient besoin, en moyenne, de 7 900 \$ pour franchir le seuil de faible revenu après impôt (Colin, 2007) ».

Selon certaines estimations des organismes comme l'Association canadienne des banques alimentaires (ACBA), les problèmes liés à la faim touchent actuellement environ 10% de la population totale. Dans ce cas, nous pouvons nommer non seulement les indigents, les sans-abri, ou les démunis ; mais aussi les petits salariés et les employés à temps partiel, ainsi que de nombreuses personnes et familles couvertes par certains programmes sociaux tels le bien être social et l'assurance-chômage (ACBA, 2006).

En 2005, le taux de chômage au Canada se situait en 6,4 % (Statistique Canada 2006). Certes, le pays compte plusieurs programmes d'aide sociale qui sont gérés par les provinces et leurs règles varient selon les provinces (Rouffignat, 2006). Malgré l'existence de ces programmes une partie de la population canadienne est affectée par l'insécurité alimentaire.

En résumé, au Canada, la faim et la pauvreté ont des effets sur environ 3,7 millions d'habitants. Dans la plupart des cas, la pauvreté et l'exclusion sociale sont citées comme les causes fondamentales des problèmes d'insécurité alimentaire. A ces deux causes majeures, nous pouvons ajouter d'autres comme les troubles de la santé, ainsi que les inégalités sociales et économiques éprouvés par les individus et les familles vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Agir sur les causes structurelles de l'insécurité alimentaire, afin de bannir ce genre de problème, est une affaire d'État. Mais à côté du secteur gouvernemental, quels rôles peuvent jouer les membres du secteur productif et la société civile pour contribuer à résoudre ce problème? Cette interrogation est au centre de cette recherche.

L'une des alternatives s'offrant de nos jours, dans divers pays, pour faire face à la faim et à la pauvreté, est la participation civile dans la mise en place de programmes d'aide alimentaire, d'entraide et d'insertion sociale. Dans ce contexte, nous voulons étudier, les buts, le fonctionnement et les accomplissements de certaines organisations de la société civile qu'agissent dans le domaine de l'aide alimentaire, aux échelles nationale, régionale et locale au Canada. Les activités réalisées au sein de ces organisations sont menées essentiellement à travers le travail bénévole. Mais elles comptent aussi avec du personnel payé qui s'occupent essentiellement des activités de gestion et d'administration. Ces organismes oeuvrent en partenariat avec des personnes, des organisations de la société civile, des entreprises privées, des institutions religieuses et des groupes politiques et socialement engagés.

Les deux questions qui guident cette recherche sont les suivantes :

1) Quels sont les principaux accomplissements des banques alimentaires et d'autres organisations de la société civile canadienne, destinés à résoudre les problèmes liés à l'insécurité alimentaire, aux trois échelles signalées ci avant (nationale, régionale, locale), et

2) Quelle est l'influence du travail, surtout bénévole, de ces organisations, sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, chez des groupes économiquement vulnérables de la population canadienne.

2. OBJECTIFS

Les objectifs de ce travail sont :

1) Étudier le profil, les buts et le fonctionnement des organismes d'aide alimentaire en tenant compte, spécialement, du cas de l'Association Canadienne des Banques Alimentaires, de Moisson Québec et de certains groupes communautaires qui travaillent à Québec et à Montréal.

2) Réfléchir sur la portée des organismes, des entreprises et des personnes qui font du travail bénévole pour affranchir les problèmes de la faim au Canada.

3. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

Pour traiter les questions et les objectifs que nous venons de mentionner, nous avons choisi certaines organisations de la société civile qui travaillent dans le champ d'aide alimentaire et d'appui au développement des personnes et des communautés. Le critère de sélection a été celui de l'échelle d'intervention des organisations pour la mise en place de leurs actions. Comme nous le savons, en général, la mission, les objectifs, les formes de coordination des travaux, les espaces d'action et la population bénéficiant des organismes publics ou privés, dépendent souvent de l'ampleur du territoire qu'ils abritent.

Les échelles d'intervention des organismes de la société civile canadienne qui travaillent actuellement dans les champs de l'aide pour le dépannage alimentaire et pour le démarrage et le soutien de pratiques alimentaires alternatives sont les échelles : nationale, régionale et locale ou communautaire. Alors, pour mener la recherche nous avons sélectionné des exemples d'organisations qui luttent contre la pauvreté et la faim en tenant compte de l'échelle ou de l'étendue du territoire sur lequel elles étalent leurs activités :

- **Échelle nationale** : L'Association des banques alimentaires du Canada, ACBA;
- **Échelle régionale** : Moisson Québec au Québec; et
- **Échelle locale** : Nous commenterons certains organismes d'aide alimentaire et de groupes de pratiques alternatives oeuvrant à l'échelle locale dans les villes de Québec et de Montréal.

Les organisations choisies peuvent être représentatives des activités de collecte, de conditionnement et de distribution des denrées alimentaires promues par la société civile (dépannage alimentaire). Elles peuvent être aussi un exemple pour mieux comprendre les rôles des organismes bénévoles que s'incorporent au développement des pratiques alternatives au dépannage alimentaire. Ces derniers organismes ont l'objectif de promouvoir la croissance et le renforcement de la personne, l'entraide, l'insertion sociale, le partage et le développement personnel et communautaire (Rouffignat, 2001).

Les définitions plus précises concernant les pratiques alternatives au dépannage alimentaire, seront exposés postérieurement, lorsque nous réfléchirons sur le rôle et les activités de ces organismes-ci.

Pour avoir les informations servant à l'élaboration de l'étude, nous avons fait, au préalable, des recherches bibliographiques et électroniques à l'Université Laval, Québec, et à l'Université des Andes, Venezuela.

Nous avons également visité certaines organisations fonctionnant à Québec et à Montréal, afin d'observer et de connaître leur travail. Parmi les personnes et institutions visitées nous pouvons citer les suivantes :

- Elaine Côté (Moisson Québec).
- Caroline Vachon (YWCA).
- Luce Poisson (Société Saint-Vincent de Paul, Sain Sacrement, Québec).
- Bénévoles des Coffres de M. Vincent, Sainte-Foy (Québec).
- Ray Lévesque et bénévoles de Saint-Vincent de Paul, Paroisse Saint Benoît d'Abbé, Sainte-Foy (Québec).
- Claudine Tremblay (L'Accorderie).
- Andrée Sévigny (chercheur postdoctorale, Équipe Maison Michel-Sarrazin).
- Joëlle Marion (collège sans frontières).
- Bernard Besancenot (Animateur à la vie culturelle et sociale, MultiCaf, Montréal).
- Katy Cavanaugh (Multicaf, Montréal).
- Alain Landry (Multicaf, Montréal).
- Joëlle Legault-Monty (Table de concertation en sécurité alimentaire du Conseil communautaire Côte-des-Neiges/Snowdon, Montréal).
- Membres de Multicaf.
- Judith Vásquez (PROMIS, Montréal), Personnel.
- Personnel Résidence María Goretti (Montréal).

Nous avons rencontré également plus de trente bénévoles, ainsi que les bénéficiaires et les membres de certains organismes de dépannage et de pratiques alternatives situés à Québec et à Montréal.

Nous avons fixé aussi de rendez-vous avec Mme. Chantal Pagé (club petits déjeuners, Montréal) et Germaine Chevrier (Cuisines collectives Montréal). Malheureusement, pendant les premiers jours de notre séjour à Montréal a eu lieu une tempête de neige qui a eu des effets assez forts sur le fonctionnement du réseau de transport et sur le transport en commun. L'aéroport a été fermé pendant une journée. Cela a affecté nos possibilités de réaliser toutes les entrevues fixées au préalable. Spécifiquement nous avons été dans l'impossibilité de faire ces deux entrevues-ci.

Les travaux au Canada ont été réalisés entre le 7 novembre et le 7 décembre 2007, grâce à une bourse que m'a octroyé le Gouvernement du Canada, par le biais de l'Ambassade de Canada au Venezuela.

4. RÉSULTATS

La pauvreté au Canada est un problème reconnu depuis longtemps par le gouvernement fédéral et par ceux des provinces. Néanmoins, la pauvreté reste un défi à relever. En novembre 1989, les députés de la Chambre des communes avaient unanimement adopté la résolution

présentée par Ed Broadbent dans le but d'éliminer la pauvreté. La résolution anti-pauvreté proposait spécialement l'abolition de la pauvreté chez les enfants, avant la fin du XX^{ème} siècle (Roy et Tremblay, 2000). Au moment de son allocution, le député Broadbent annonçait : « ...En tant que nation, affirmons aujourd'hui qu'avant la fin du 20^e siècle, la pauvreté des enfants sera une relique du passé (au Canada) ». Cependant, comme le signalait à l'an 2000 la journaliste Madeleine Roy et la réalisatrice Nicole Tremblay :

« ... en 1989 15,3 % des enfants étaient pauvres. Aujourd'hui (à l'an 2000), certaines enquêtes démontrent qu'il y en a 50 % de plus. Sur les quelques 1,5 million d'enfants pauvres au pays, 250 000 dépendent de la charité pour manger à leur faim » (Roy et Tremblay, 2000).

Le taux de pauvreté au Canada a reculé de 19,7 en 1990, à 16,2 en 2000 (Fawcett et Scott, 2007). Pourtant, « ...le taux de pauvreté des ménages, tel que mesuré par le SFR de Statistique Canada, était plus élevé en 1997 (22,4%) qu'il ne l'était en 1989, 1981 et 1973. Ce qui se traduit par une augmentation de 1,3 million de ménages pauvres depuis 1973 » (CCDS, 2000). Depuis l'an 2000, la pauvreté continue à affecter nombre de foyers et de personnes au pays. Comme nous l'avons signalé dans une section préalable, le nombre d'individus en conditions de pauvreté a été estimé en 3,7 millions en 2005. La pauvreté a des impacts sur les personnes, mais aussi sur l'ensemble de l'économie et de la société. En ce sens, comme le souligne le CCDS,

« La pauvreté est une question sociale importante car elle affecte les perspectives de développement des enfants et des adultes. La façon dont une société répartit son revenu est un déterminant fondamental de la cohésion sociale. Les gens laissés en marge économiquement ont aussi tendance à être en marge socialement » (CCDS, 2000).

Selon le même organisme, « ...les jeunes familles sont plus susceptibles d'être pauvres, la répartition régionale et provinciale de la pauvreté a changé, la vulnérabilité des enfants et des mères seules a augmenté, les groupes minoritaires ont des taux de pauvreté plus élevés et l'éducation est encore un élément clé pour échapper à la pauvreté » (CCDS, 2000). Le CCDS signale, également, que les transferts gouvernementaux ont un rôle important à jouer dans le soutien des foyers à faible revenu, face aux restrictions que le marché du travail a encore, en ce qui concerne l'offre d'emploi, par rapport à la demande.

Les personnes vivant en conditions de pauvreté

comptent, au Canada, sur les programmes fédéraux et provinciaux d'assurance sociale. Pourtant, malgré l'existence de ceux-ci, les pauvres continuent à vivre dans des conditions précaires. La société civile a construit des voies alternatives afin de contribuer à amoindrir les problèmes posés par le manque d'aliments chez les personnes en conditions économiques et sociales vulnérables. Dans cette continuité, nous analyserons certains organismes qui travaillent de façon bénévole dans ce domaine. Nous voulons mieux comprendre la participation des organisations de la société civile, du secteur privé et des bénévoles dans la lutte contre la faim au Canada.

4.1. L'ASSOCIATION CANADIENNE DES BANQUES ALIMENTAIRES (ACBA) (CANADIAN ASSOCIATION OF FOOD BANKS, CAFB)

Pour décrire les traits fondamentaux de l'Association Canadienne des Banques Alimentaires (ACBA) (*Canadian Association of Food Banks, CAFB*), il faut commenter brièvement la naissance des banques alimentaires. En fait, l'ACBA est née, suite à la prolifération des banques alimentaires et du besoin de coordonner leurs activités.

Les Banques alimentaires sont des organismes à buts non lucratifs qui ont été fondées avec la finalité de réaliser la collecte, le traitement et la distribution gratuite d'aliments. Ces denrées sont récupérées auprès des entreprises du secteur privé qui englobent à la fois des produits alimentaires périssables et non périssables qui doivent être retirés du marché, mais qui possèdent de conditions adéquates pour la consommation humaine (Wikipédia, 2008; Moisson Québec, 2007). En Amérique du Nord,

« ... la première banque alimentaire a été créée aux États-Unis en 1967, à Phoenix (Arizona). C'est à John van Hengel, bénévole dans une soupe populaire, que l'on doit la création de cette banque alimentaire. Apprenant que des commerces jetaient de la nourriture consommable à raison d'une péremption proche ou d'emballages endommagés, il persuada les commerçants de faire don de ces aliments à des fins humanitaires. Van Hengel parvint à collecter tellement de dons d'aliments que l'association dans laquelle il œuvrait ne pouvait plus gérer toutes ces marchandises. Il décida alors de créer un entrepôt central pour stocker ces denrées et auprès duquel les autres associations humanitaires de Phoenix pourraient venir s'approvisionner gratuitement » (Wikipédia, 2008).

Au Canada, « ...les premières banques alimentaires sont nées au début des années quatre-vingt. Depuis lors, tout

comme d'autres organismes semblables, elles se sont dotées de structures professionnelles et efficaces » (Cardozo, 2007). La croissance du nombre de banques alimentaires au Canada depuis les années quatre-vingt a entraîné le besoin de mieux coordonner les actions aux échelles nationale, régionale et locale.

Dans ce contexte, en 1985, a été fondée l'Association canadienne des banques alimentaires (ACBA) afin d'agencer les activités et les tâches associées à la collecte et à la distribution gratuite d'aliments. « ...L'Association canadienne des banques alimentaires est l'organisme national de coordination représentant un réseau de banques alimentaires régionales, y compris des associations provinciales et des centres de distribution d'aliments » (ACBA, 2007).

Les objectifs de l'ACBA sont les suivants :

- « Représenter les banques alimentaires à travers le Canada ;
- Agir en tant que défenseurs des intérêts des utilisateurs des banques alimentaires ;
- Travailler avec les banques alimentaires, les entreprises et le gouvernement pour résoudre le problème croissant de la faim au Canada ;
- Effectuer des recherches sur la faim, dont le *Bilan Faim*, une enquête annuelle sur la fréquentation des banques alimentaires au Canada ;
- Distribuer d'importants dons de denrées alimentaires aux banques membres par l'entremise du Système national de partage des aliments;
- Faire valoir la dignité des utilisateurs des banques alimentaires ;
- Favoriser l'administration éthique des denrées données ; et
- Faire enquête sur la perception des Canadiens concernant le problème de la faim » (ACBA, 2008).

Les travaux de collecte, de stockage, de conditionnement et de conservation de nourriture exigent une structure logistique, opérative et fonctionnelle performante, afin de garantir le maintien et la conservation des denrées et de permettre leur acheminement auprès des banques alimentaires fonctionnant partout au pays.

Pour réaliser les activités liées à la quête et la distribution d'aliments, l'ACBA compte sur la participation de nombreux partenaires à l'échelle du pays. Ces partenaires peuvent être divisés en quatre groupes:

• **Les donateurs et les entreprises du secteur privé.**

Les entreprises et les donateurs particuliers qui sont partenaires permanents de l'ACBA font des dons, spécialement en nourriture, mais aussi en argent. Ces dons constituent la source principale des denrées distribuées aux bénéficiaires à travers le Système national de partage des aliments (ACBA, 2007). Les denrées

recueillies sont distribuées auprès des organismes régionaux des banques alimentaires. À ces centres-ci s'approchent les gestionnaires des banques alimentaires communautaires pour s'approvisionner en aliments, qui sont finalement offerts aux personnes bénéficiaires de la livraison gratuite de nourriture.

• **Le réseau de banques alimentaires régionales et communautaires.** L'ACBA existe parce qu'il y a des banques alimentaires au Canada. Mais la croissance du nombre de banques a exigé une restructuration vers un nouvel ordre de fonctionnement. Ainsi, dès nos jours, pour devenir membre de l'ACBA, les banques alimentaires doivent solliciter leur incorporation formelle à l'organisme. Pour ce faire, une banque alimentaire doit avoir, au moins, un an de fonctionnement (ACBA, 2007). Ces banques s'occupent de la logistique concernant la distribution gratuite de nourriture auprès des bénéficiaires, aux échelles régionale et locale.

• **Des bénévoles.** Il s'agit de personnes et de centres qui travaillent de façon gratuite pour la mise en marche des activités concernant la coordination, l'administration, la distribution et les opérations logistiques liées à la collecte et la distribution de nourriture à toutes les échelles (nationale, régionale et locale).

• **Le grand public et de nombreuses institutions et entreprises privées qui participent à des activités spéciales de collecte qui se réalisent en divers moments de l'année.** En plus des donateurs réguliers, nombreuses entreprises et personnes s'engagent à la collecte d'aliments à des moments spécifiques de l'année. Ces collectes répondent à l'appel des organisations locales, régionales et nationales des banques alimentaires qui cherchent à augmenter la quantité de nourriture disponible pour la distribution gratuite.

Pour ce qui est des donateurs, le nombre d'entreprises, de groupes et des industries du secteur privé qui participent comme partenaires de l'ACBA, est d'environ 72 entreprises. Parmi celles-ci, il y a non seulement des entreprises et des industries agro-alimentaires, mais aussi des entreprises non alimentaires (Tableau 1).

Parmi les donateurs qui ont offert leur appui à l'ACBA en 2007, nous trouvons surtout des entreprises, de groupes et des industries alimentaires (Tableau 1). Cependant, il y a aussi des entreprises de distribution, des industries pharmaceutiques et de soins médicaux, des organisations de producteurs, des industries du papier, entre autres. L'ampleur des dons en nourriture, peut être perçu par le biais des chiffres publiés par l'ACBA. Selon cet organisme, « ...en 2006, près de 8,5 millions de livres de denrées alimentaires ont été données par l'intermédiaire du Système national de partage des aliments et distribuées aux banques alimentaires de l'ACBA

Tableau 1

Entreprises, groupes industriels et industries du secteur privé (alimentaires et non alimentaires) faisant partie des donateurs de l'ACBA en 2007		
3-M Canada	General Mills Canada Corporation	Ocean Spray International
Almost Perfect Foods	Glaxo Smith Kline Corp	Ocean to Ocean Seafood Co.
Americas Beverages		
Atkins Nutritionals, Inc	H. J. Heinz Co. of Canada	PBM Products LLC
Bernardin Ltd.	Hains Celestial Canada Inc.	PEI Potato Board
Cadbury Adams Canada Inc	Happy Planet LLP	Pepsi-QTG Canada
Cadbury-Schweppes	Hotspex Inc.	Procter & Gamble Inc.
La Compagnie Campbell du Canada	Icee Canada	RII Holdings Inc.
Office canadien de commercialisation des œufs Citizensbank of Canada	Idahoan Foods	Rollo Bay Holdings
Cent Productions Ltd.	J. M. Schneider Inc.	Samplex
Chewter's Chocolates	Jones Soda Co.	Sobeys Ontario
Coca-Cola Ltée.	Kellogg Canada Inc.	Santa Maria Foods Corp.
Colgate-Palmolive Canada Inc.	KiK Corporation	Specialty Foods Inc.
Community Action Agency	Kimberly-Clark Canada	Sprague Foods
ConAgra Foods Canada	Kraft Canada Inc.	Starbucks Coffee Canada
Concord Confections	Lander Co. Canada Ltd.	Storm Products Ltd.
Consolidated Biscuit of Canada Co.	Lewis Potato Packers	Sun-Rype Products Ltd.
Cott Beverages	Linsey Foods Ltd.	True North Paper Inc.
Daily Bread Food Bank.	Magnum Food Brokers	Unilever Canada Inc.
Dare Food Limited	Malabar Super Spice Co. Ltd.	VDI Healthcare
Denbar Food Group Inc	Molinario Foods	Wahta Springs
Dial Corporation	National Grocers	World Vision
Effem Inc.	Nestlé Canada Inc	Worldwide Distributors
Fiera Foods Co.	Norpac Foods	WT Lynch Foods Ltd.
Food Directions Inc.	Novartis nutrition médicale	Zone Perfect

Source : Tableau élaboré à partir des informations du site web officiel de l'ACBA (2007).

à travers le pays par l'entremise de bienfaiteurs en transport » (ACBA, 2007). Pour ce qui est de la quantité totale d'aliments distribués,

« ... En 2006, l'ACBA a coordonné l'expédition de plus de 8,5 millions de livres en dons alimentaires vers ses membres à travers le Système national de partage des aliments. En plus des aliments reçus de l'ACBA, les banques alimentaires communautaires comptent principalement sur des bénévoles pour recueillir et distribuer environ 150 millions de livres d'aliments par année » (ACBA, 2008).

Les activités de collecte, de conditionnement, de stockage et de distribution des aliments se font grâce aux activités de l'ACBA et des banques alimentaires régionales et communautaires. Ces organismes, à leur tour, sont gérés surtout par des centres communautaires et des personnes

bénévoles qui donnent de leur temps, pendant toute l'année, pour chercher, arranger et offrir la nourriture aux bénéficiaires. Sans leur travail, les aliments collectés ne pourraient pas être offerts aux personnes qui s'en approvisionnent gratuitement. Les Banques Alimentaires réalisent avec efficacité la distribution des denrées au sein des provinces. À cet égard, la performance de ces organismes est toujours croissante. Comme le signale Cardozo,

« Dans les quelques heures qui suivent la collecte, des victuailles qui autrement auraient été jetées au rebut (fruits, légumes, lait, aliments congelés, viandes) sont livrées à des centres communautaires, des centres d'accueil, des refuges et des programmes de petits déjeuners scolaires. Pour transformer le plan en réalité, l'ACBA a une feuille de route... et l'infrastructure nécessaire. On ne peut s'empêcher d'être sidéré

par l'ampleur des activités dans les entrepôts de l'ACBA à Ottawa, Toronto, Hamilton et Kitchener-Waterloo. Des bâtiments de 30 000 à 100,000 pieds carrés abritent des congélateurs-chambres et des réfrigérateurs, des camions gros porteurs, des appareils de manutention de palettes et des rayonnages. (Seulement à Toronto), l'ACBA collabore étroitement avec ses partenaires pour expédier 1,1 million de livres de vivres par an dans toute la province » (Cardozo, 2007).

L'ampleur du travail accompli par les membres des banques alimentaires qui font partie de l'ACBA peut être perçue par le biais des données concernant les personnes qui ont bénéficiées des activités de distribution alimentaire, ainsi que par les quantités de produits dispensés. En ce sens, en 2005, il avait plus de 630 banques alimentaires au Canada (ALIMENCRE, 2006). En 2005,

« Près de 800.000 personnes ont recours à des programmes de dépannage chaque mois; les organismes desservis par les banques alimentaires servent ainsi 2,29 millions de repas par mois. Par ailleurs, le fonctionnement des banques alimentaires demande près de 900.000 heures de travail chaque mois, incluant près de 468.000 heures de bénévolat » (ALIMENCRE, 2006).

Chaque année, au mois de mars, l'ACBA fait un sondage national portant sur les banques alimentaires et les programmes alimentaires d'urgence. Les chiffres apportés par les sondages peuvent être représentatifs pour les autres mois de chaque année en étude.

Selon le Bilan Faim 2006 de l'Association canadienne des banques alimentaires, les principaux clients des banques alimentaires régionales et communautaires sont les prestataires d'assurance sociale. Ensuite, se trouvent les particuliers ayant un emploi. En ce sens,

« Charles Seiden, directeur général de l'ACBA, déclare que le sondage annuel 2006 montre que le pourcentage des clients de banques alimentaires qui font partie de la population active canadienne est de 13,4 p. cent cette année, une légère augmentation par rapport à 13,1 p. cent l'an dernier. Cette augmentation s'est produite malgré une diminution bien accueillie de 8,5 p. cent dans le taux global d'utilisation des banques alimentaires...Le recours aux banques alimentaires a cependant augmenté de 99 p. cent depuis 1989, quand fut réalisée la première étude des banques alimentaires. De même, il y a eu une augmentation de 9 p. cent dans le nombre de repas préparés servis depuis l'an dernier » (ACBA, 2006).

Le constat de l'utilisation des ressources des banques alimentaires par des personnes ayant un emploi met en évidence le problème de la chute du pouvoir d'achat du salaire minimum. En ce sens, le directeur général de l'ACBA ajoute :

« Les bas salaires peuvent n'être qu'un des nombreux facteurs qui contribuent au phénomène des petits salariés au Canada,...Mais le fait que les salaires réels ne se sont pas améliorés au cours des nombreuses dernières années nous dit que nos dirigeants ont négligé les droits et normes du travail au pays » (ACBA, 2006).

L'étude que nous venons de citer, soit, le Bilan-Faim de l'ACBA 2006, signale que le nombre total de clients des banques au pays a été estimé à 753 458 au mois de mars 2006 et que 41% de ceux-ci étaient des enfants.

En mars 2007, les principaux résultats du bilan ont été les suivants :

Le nombre de personnes qui ont utilisé les banques alimentaires a été estimé en 720.231 et le nombre des repas servis par les mêmes organismes s'est situé en 2.344.462 (ACBA, 2007). Il y avait au Canada pour la même année 673 banques alimentaires et 2.867 agences ou organismes affiliés. Par rapport à l'an 2006, la fréquentation des banques alimentaires s'est réduite à -4,4%. Cependant, elle est montée à 8,4% par rapport à 1997 et à 91% par rapport à 1989. En 2007, le nombre d'heures de travail bénévole par mois a été calculé à 419.557. Pour la même année, le nombre d'heures de travail rémunéré par mois s'est situé à 288.096. Comme dans l'an 2006, en 2007, les principaux utilisateurs des banques alimentaires ont été des personnes dont le principal revenu est obtenu par l'assurance sociale (50,7%). Ensuite se trouvent les personnes ayant un travail (13,5%), les personnes disposant du soutien du revenu invalidité (12,5%) et les personnes ayant une pension (6,1%). Enfin, le nombre d'enfants qui ont fréquenté les banques en mars 2007 a été calculé à 38,7% (ACBA ; 2007).

L'étude des causes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire au Canada est une préoccupation majeure pour les membres de l'Association canadienne des banques alimentaires (ACBA) et d'autres organisations de banques provinciales et communautaires. C'est pourquoi ces organismes participent à l'élaboration

de recherches formelles visant à cerner les facteurs qui entraînent la faim et la pauvreté. D'ailleurs, il faut souligner la portée du sondage qui sert de base pour la réalisation de l'étude : le Bilan-Faim, publié par l'ACBA chaque année. Cette étude est l'unique source d'information globale sur les activités des banques alimentaires du Canada et sur le profil des bénéficiaires de la distribution gratuite d'aliments (ACBA, 2007).

Les recherches visant à la compréhension des facteurs qui suscitent la faim, constituent un pas en avant fort important de ces organismes. Ce genre de réflexion apporte des nouveaux outils pour offrir aux responsables de la problématique sociale et économique du pays, des connaissances valables, du point de vue scientifique, pour saisir l'état de la pauvreté, le profil des utilisateurs et les activités des banques alimentaires. Sans doute, les dons, ainsi que les activités de collecte et de distribution de nourriture constituent, par eux mêmes, un accomplissement notable de l'ACBA et des banques alimentaires. Cette importance peut être perçue par le milieu des chiffres exposés avant sur le nombre de banques, le nombre de donateurs, l'ampleur des volumes de nourriture collecté et distribué et les heures de travail, bénévole et payé, nécessaires pour ramasser les surplus d'aliments, pour les offrir à des personnes en situation économique et sociale précaire. Cependant, ces activités-ci agissent sur les effets et non sur les causes du problème. Alors, les recherches peuvent ouvrir de portes pour comprendre les causes de la pauvreté, en ce sens, l'ACBA souligne :

« L'Association canadienne des banques alimentaires est fière de sa recherche détaillée à propos des banques alimentaires et du recours aux banques alimentaires au Canada. Nous sommes privilégiés en tant qu'organisme de bienfaisance de taille modeste d'avoir des membres et des donateurs qui appuient nos efforts en matière d'éducation du public et de recherche. Tous nos rapports et enquêtes partagent l'objectif d'en finir avec la faim au Canada » (ACBA, 2008).

Les résultats des travaux et des études menés par l'ACBA et d'autres organisations régionales montrent l'importance cruciale qu'a pour le pays l'attention politique de ce problème, qui pèse encore sur une partie de la population. Un bon exemple de l'importance des recherches est l'étude *De la sécurité alimentaire au développement social* réalisé par Rouffignat et al. (2001) pour évaluer les effets des pratiques alternatives de dépannage alimentaire mise en place dans les régions du Québec.

Santé Canada, les régies régionales du Ministère de la Santé, les groupes appartenant aux tables de concertation font aussi des études destinées à connaître l'état des problèmes liés à la faim et à la pauvreté. Santé Canada vient de publier les résultats de l'enquête sur la santé des collectivités canadiennes, en incluant comme sujet d'étude la sécurité alimentaire liée au revenu dans les ménages canadiens (ACBA, 2008). L'appui à la recherche publique et privée s'avère essentiel pour pouvoir dégager des politiques, des programmes et des actions servant à agir sur les causes de la faim, et non sur ses conséquences.

4.2. MOISSON QUÉBEC

Moisson Québec est une organisation régionale qui a été créée en 1987 avec le but de récupérer les surplus de denrées alimentaires auprès des entreprises qui travaillent dans les domaines de la production, de la distribution et de la vente d'aliments. Les dons de ces entreprises sont utilisés pour venir en aide aux personnes en situation d'insécurité alimentaire. Son fondateur, M. André Mignault a développé le projet de cette banque régionale, face aux phénomènes de pauvreté et de faim qui s'avéraient présents au Québec et qui, lamentablement, sont encore présents. Les actions de dépannage alimentaire de Moisson Québec ont évolué vers la recherche de nouvelles activités destinées à promouvoir l'amélioration de la qualité de vie des personnes éprouvant des difficultés économiques et sociales.

La mission de Moisson Québec est résumée dans quatre objectifs fondamentaux :

1. « La récupération et la redistribution de denrées alimentaires
2. Le développement et l'implantation de pratiques alternatives d'aide alimentaire
3. Le développement et le soutien à la mise en réseau des organismes
4. L'éducation, la formation et le soutien du réseau de Moisson Québec et de la population en général » (Moisson Québec, 2007).

Comme nous l'avons souligné avant, en termes généraux,

« ...les banques alimentaires sont spécialisées dans des tâches logistiques et sur le travail de collecte alimentaire. Les distributions de vivres ne se font pas directement aux personnes dans le besoin, mais passent par différentes institutions partenaires (adhérentes) locales : associations caritatives et administrations sociales (Centres Communaux d'Action Sociale) – qui se ravitaillent gratuitement auprès de la Banque alimentaire » (ACBA, 2007).

Cependant, par sa mission et par ses objectifs, Moisson Québec devient une organisation régionale qui va au-delà de la collecte et la distribution d'aliments, qui constitue l'objectif principal des banques alimentaires traditionnelles. En ce sens, Éline Côté, directrice générale de Moisson Québec et Roméo Viel, Président du Conseil d'Administration soulignent dans le rapport annuel 2006-2007:

« Nous croyons fermement que les banques alimentaires doivent continuer d'assumer leur rôle de distributeurs de denrées, en luttant contre le gaspillage et en réclamant une meilleure répartition des richesses. Mais elles doivent également s'assurer que dans les multiples services offerts on y retrouve les valeurs de base telles l'entraide, la solidarité, l'équité pour nourrir l'ensemble de l'être et non seulement son ventre... » (Moisson Québec, 2007 : 3).

En accord avec les objectifs détaillés auparavant, les activités de Moisson Québec peuvent, donc, être divisées dans deux grands groupes : 1) les activités de récupération et de distribution destinées à soutenir les actions de dépannage alimentaire, et 2) les activités de coopération, éducation et conscientisation visant à stimuler le «... développement du pouvoir d'agir des personnes sur leurs conditions de vie » (Moisson Québec, 2007 : 9). Pour ce faire, Moisson Québec propose, d'un part, l'appui au démarrage d'une série d'activités, connues au Canada sous le nom de *pratiques alternatives au dépannage alimentaire* ; et, d'autre part, le départ de projets encourageant la création et le soutien des organismes d'entraide et d'éducation.

4.2.1. LES ACTIVITÉS DE RÉCUPÉRATION, DE CONDITIONNEMENT ET DE DISTRIBUTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DE MOISSON QUÉBEC

Les activités de récupération, de conditionnement et de distribution de denrées alimentaires menées par Moisson Québec, sont similaires à celles que réalisent l'ACBA. Ainsi, elle récupère et distribue gratuitement des aliments variés. Les denrées obtenues auprès des donateurs, sont mobilisées au siège de Moisson Québec, en employant des camions qui appartiennent à l'organisation. Par la suite, les denrées recueillies sont conditionnées et stockées dans des salles de conservation et de dépôt d'aliments. Chaque semaine, les responsables des centres communautaires et d'autres organisations d'action sociale viennent dans ces entrepôts-ci, pour s'approvisionner gratuitement en produits disponibles. Les activités de récupération et de redistribution d'aliments de Moisson Québec se réalisent pendant les 52 semaines de l'année (Moisson Québec, 2007).

En 2006, Moisson Québec a récupéré un total de 2.849.855 kilos de denrées, équivalent à une valeur marchande de 13.085.506 \$. Le nombre d'entreprises donatrices a été de 162 (Moisson Québec, 2007). Pour trouver de nouveaux partenaires et entreprises donatrices, Moisson Québec compte sur le responsable de l'approvisionnement qui peut être appuyé dans ses activités par d'autres personnes (bénévoles). La personne en charge de l'approvisionnement doit assurer le maintien du contact avec les entreprises donatrices et d'autres organismes donateurs. L'amplification du nombre des donateurs et la recherche de dons planifiés sont également de tâches principales du responsable de l'approvisionnement.

Les produits obtenus par Moisson Québec sont souvent plus variés que ceux qui offrent d'autres organismes d'aide alimentaire. Ainsi, en plus des produits non périssables, ils offrent certaines quantités de produits frais. En 2006, les produits distribués par Moisson Québec -divisés par catégories- ont été les suivants : viande (2,5%), boulangerie (13,2%), fruits et légumes (39,3%), produits laitiers (4%), autres produits comestibles (38,4%) et produits non comestibles (2,7%). (Moisson Québec, 2007 : 5).

La distribution de produits frais est très importante, lorsque ceux-ci assurent un régime alimentaire plus sain et variée. Malheureusement, la quantité de certains de ces produits qui se trouvent dans les banques alimentaires est souvent restreinte. Les possibles causes qu'expliquent la plus basse participation de ces produits parmi les dons semblent être les conditions périssables et les prix. Moisson Québec apporte une certaine quantité de denrées à haute valeur protéinique, pourtant, plusieurs centres communautaires ne peuvent pas distribuer ce genre de produits (viande, lait) parce qu'ils ne comptent pas avec de dépôts réfrigérés. Il est important de souligner que le haut pourcentage des fruits et légumes distribués, assure un meilleur régime alimentaire chez les bénéficiaires de Moisson Québec et des centres communautaires en charge de la distribution finale de la nourriture.

Moisson Québec fait partie de « l'Association Québécoise de Banques Alimentaires et Moissons ». Cet organisme-ci coordonne diverses activités des banques et des moissons existantes à l'échelle de la province. L'une des tâches les plus importantes de l'AQBAM est accomplie par le biais du comité de sollicitation provinciale. Parmi d'autres objectifs, ce comité se concentre « ...sur la mise en commun de leurs fournisseurs et sur la recherche d'entreprises à solliciter à l'échelle provinciale » (Moisson Québec, 2007). La coordination des activités de sollicitation de denrées alimentaires à l'ampleur de la province est essentielle pour assurer l'efficacité et la clarté des liens entre les membres actifs de l'AQBAM, les partenaires, les entreprises donatrices et les organismes accrédités (Moisson Québec, 2007).

Comme dans le cas de l'ACBA, l'AQBAM et les organismes tels Moisson Québec doivent faire preuve d'une efficacité croissante pour assurer la qualité des produits et la performance des activités de collecte et de distribution de denrées alimentaires.

En plus des activités de collecte et de distribution de vivres qui ont lieu de façon permanente au cours de l'année, Moisson Québec réalise d'autres collectes spéciales qui se font normalement une fois par année. Comme la plupart d'organismes d'aide alimentaire et d'aide sociale existant au pays, Moisson Québec fait chaque mois de décembre une guignolée, connue comme *la Grande Guignolée des Médias* afin de ramasser des dons en vivres et en argent. La mise en place de cette collecte s'effectue avec la participation des médias et de nombreux bénévoles. Avec l'aide de ses partenaires Moisson Québec a obtenu en décembre 2006, un total de 448.666\$ en argent, en plus des denrées comestibles et autres biens collectés (Moisson Québec, 2007).

D'autres collectes spéciales se réalisent avec la participation de certaines entreprises privées. Parmi celles-ci, le rapport annuel 2006-2007 de Moisson Québec mentionne la participation de Tim Hortons (une chaîne de *fast food*), Buffet continent (un restaurant situé à l'arrondissement de Charlesbourg) et Catelli (Corporation d'aliments Ronzoni du Canada) (Moisson Québec, 2007). La chaîne de restaurant Tim Hortons, par exemple, organise une collecte spéciale entre les mois de novembre et décembre.

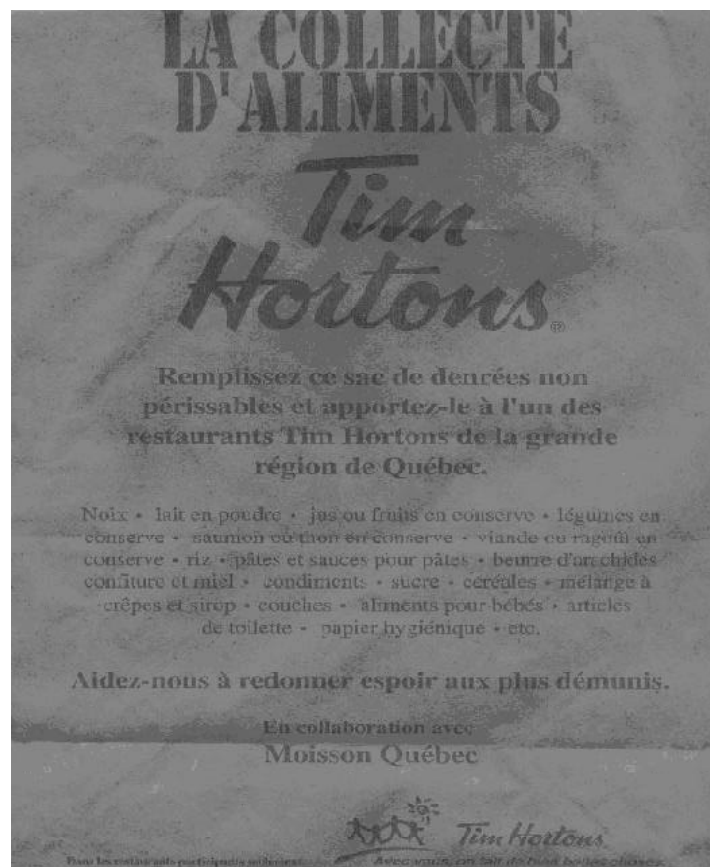
Lors de notre séjour à Québec, en novembre 2007, a eu lieu le début de la campagne de Tim Hortons pour l'année 2007 pour ramasser des vivres qui seraient donnés à Moisson Québec. Ils utilisent une stratégie différente de celle des collectes traditionnelles, ce qui est intéressant d'analyser étant donné les éléments de la stratégie communicationnelle utilisés (Figure 1). En ce sens, nous pouvons souligner le suivant :

- Tim Hortons envoie par la poste, partout dans la grande région de Québec, de sacs de papier recyclable, qui portent un message invitant au grand public à faire de dons en nourriture pour Moisson Québec. Cette stratégie basée dans l'utilisation de la poste, permet à Tim Hortons de proposer la collecte « de porte en porte ».

- Le message du sac véhicule des informations visant à encourager le grand public à participer : *aidez-nous à redonner l'espoir aux plus démunis*.

- Le message oriente aussi aux donateurs sur le type d'aliments à offrir : noix, lait en poudre, jus de fruits en conserve, légumes en conserve, saumon ou thon en conserve, viande ou ragoût en conserve, riz, pâtes et sauces pour pâtes, beurre d'arachides, confiture ou miel, condiments, sucre, céréales, mélange à crêpes et sirop,

Figure 1
Exemple d'une collecte annuelle spéciale mise en place par une chaîne de restaurants (Tim Horton) pour appuyer à Moisson Québec



Source : Reproduction fait par Molina, l (2008) de l'image du sac de Tim Horton, reçu par la poste à Sillery, Québec le 17 novembre.

couches, aliments pour bébés, articles de toilette, papier hygiénique, etc.

- Ils demandent aux donateurs d'emporter le sac à l'un des restaurants Tim Horton de la grande région de Québec dont ils stockent les vivres donnés.

- Le sac porte le nom des partenaires, soit l'entreprise promotrice (Tim Hortons) et l'organisme promoteur (Moisson Québec).

Avec cette stratégie, et grâce au grand public, Tim Hortons, a remis environ 8.700 kilos de denrées, à Moisson Québec, au terme de la collecte 2007 réalisée dans la région de Québec. La campagne de ramassage des produits alimentaires non périssables a eu lieu entre le 17 novembre et le 16 décembre 2007 (Catappan, 2008). Malheureusement, cette quantité implique une baisse, par rapport à 2006, année dont la même chaîne de restaurant a récupéré 10.874 kg.

Moisson Québec n'est pas l'unique organisme qui effectue des recherches spéciales de nourriture. Entre novembre et décembre ces activités se déploient partout au Canada et cela à toutes les échelles (nationale, régionale et locale).

Dans la Figure 2 on présente un exemple de la cueillette annuelle organisée par un centre bénévole communautaire qui fonctionne à l'échelle locale. Il s'agit du dépôt alimentaire de Notre-Dame-de-Grâce, qui a fait sa recherche de dons en vivres, le 8 décembre 2007. Cet exemple permet d'estimer, encore une fois, la place des bénévoles dans les actions de récupération de nourriture et les finalités du centre communautaire. Les organisations demandent des bénévoles avec un véhicule et des bénévoles à pied pour la réalisation de la collecte " de porte en porte ". Ils signalent à la presse que les dons servent à " fournir de la nourriture pour plusieurs mois aux citoyens du quartier dans le besoin " (Le soleil, décembre 2007).

Figure 2
Exemple d'organisation d'une collecte spéciale de denrées alimentaires proposée par un centre communautaire à Québec

Cueillette de nourriture

Le Dépôt alimentaire de Notre-Dame-de-Grâce est à la recherche de bénévoles pour sa cueillette annuelle de nourriture du 8 décembre prochain. L'organisme a besoin à la fois de bénévoles avec un véhicule et de bénévoles à pied, puisque la collecte s'effectue de porte en porte. L'activité, qui sert à fournir de la nourriture pour plusieurs mois aux citoyens du quartier dans le besoin, durera de 9 h 30 à 13 h 00. Un lunch sera fourni aux bénévoles. Pour participer à la cueillette ou pour tout autre renseignement, composez le 514-483-4680. [Les Actualités]

Source : Image repéré par Molina, l (2008), d'un article publié au Journal Le soleil, Québec, en décembre, 2007.

Les moyens qu'utilisent les bénévoles, les centres de bénévolat, les moissons, les banques alimentaires, les associations de banques et, enfin, l'Association des banques alimentaires du Canada pour ramasser des dons en aliments, sont très variées. Cette panoplie d'organismes peut travailler à la collecte permanente ou ponctuelle d'aliments avec le concours « d'une chaîne humaine », comme le dit Moisson Québec, sans laquelle il serait impossible d'agir.

Les activités qui comptent sur la participation d'entreprises, de bénévoles, des centres communautaires, des banques et des associations et du grand public, permettent d'offrir aux personnes en situation d'insécurité alimentaire une quantité considérable d'aliments. Comme nous l'avons exposé dans une section précédente, selon l'ACBA, en 2007, ces organismes ont ramassé environ 150 millions de livres d'aliments, qui ont été distribués aux personnes en situation alimentaire, économique et sociale vulnérables.

4.2.2. LES ACTIVITÉS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT INDIVIDUEL ET COMMUNAUTAIRE

Comme dans le cas de nombreux organismes de la société civile existant au Canada, Moisson Québec appuie la conception et le démarrage d'activités alternatives visant à stimuler et à consolider la participation des individus et de groupes dans la recherche de solutions à leurs problèmes. Cela signifie que,

« Les personnes et les groupes qui luttent contre les problèmes d'insécurité alimentaire peuvent et doivent développer eux-mêmes des pratiques sociales leur permettant de résoudre leurs problèmes d'approvisionnement et d'éliminer la distribution d'aide alimentaire (Table de concertation sur la faim et le développement social, 1999 ; Moisson Québec, 1994 ; Beeman et al., 1996 ; cités par Rouffignat, 2001).

Les mêmes auteurs soulignent:

« Le terme d'alternatives désigne des pratiques sociales de soutien alimentaire visant le développement du potentiel des personnes et des collectivités à s'approvisionner de façon adéquate. Ce type d'intervention peut consister en une activité de production, de distribution et de préparation de denrées alimentaires pour fournir de la nourriture selon un mode non marchand tout en développant des savoirs ou de savoir-faire qui rendent les personnes, les groupes et les collectivités plus autonomes. Ces groupes ne sont pas tous des organismes charitables. Ce type d'alternative est une réponse à la situation d'exclusion du système normal et de commercialisation prévalant dans la société » (Rouffignat, 2001 : 14).

Parmi les pratiques alternatives au dépannage alimentaire se trouvent des activités comme : les jardins collectifs ou communautaires, la collecte de denrées, les groupes d'achat, les épiceries coopératives ou communautaires, les cuisines collectives, les restaurants communautaires, etc.

Au Québec, les activités de soutien alimentaire sont très diversifiées. En ce sens Rouffignat (2001) souligne :

« Centraide du Grand Montréal⁵ a dressé en septembre 2000 une liste de divers types de services d'aide et de soutien où la nourriture est un outil permettant l'insertion sociale et économique des personnes. Ces services sont :

- *Les banques, les comptoirs, les restaurants, les repas collectifs (soupes populaires, les popotes roulantes). Dans ce type d'aide, la nourriture est distribuée comme apport purement matériel...*
- *Les groupes d'achats et magasins de type communautaire, les jardins communautaires et collectifs, les cuisines collectives, les cours de cuisine économique sont autant des activités qui visent à développer les capacités culinaires et l'autonomie sur le plan des approvisionnements des personnes et des familles*
- *Les plateaux de travail, les groupes de travail, les stages de formation, les « bons d'emploi » et d'autres programmes d'insertion à l'emploi, les micro-entreprises du type traiteur ou restaurant populaire sont des activités orientées vers « l'employabilité » des personnes »* (Centraide du grand Montréal, 2000, cité par Rouffignat *et al.*, 2001 : 15).

Dans le cas de Moisson Québec, l'appui au développement de groupes de pratiques alternatives inclut « ...90 cuisines collectives (soit 50% de groupes de son territoire), 13 groupes d'achat...et divers jardins collectifs » (Moisson Québec, 2007 : 9).

Enfin, du point de vue éducatif, Moisson Québec oeuvre en faveur d'une meilleure connaissance des causes de la pauvreté et offre des alternatives de formation pour consolider l'échange, le savoir et le savoir-faire chez les membres des centres communautaires et des groupes de pratiques alternatives. Ainsi, cet organisme dispose de divers programmes de formation destinés autant aux gestionnaires des centres de bénévolat et de pratiques alimentaires qu'aux personnes qui sont dans des

conditions de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Les programmes offerts en 2007 ont été les suivants (Roy-Chabot, 2007) :

- Un atelier pour réfléchir sur les préjugés.
- Une formation sur l'Intervention en contexte de pauvreté dans une perspective de sécurité alimentaire qui se développe en 2 blocs.
- Une formation sur l'accueil des membres et des usagers des banques afin de favoriser un rapport souple entre les personnes qui participent aux activités de dépannage et des programmes d'aide et d'entraide.
- Un enseignement dirigé aux personnes en situation de pauvreté pour explorer et promouvoir l'approche d'*empowerment*, qui favorise le développement personnel et l'autonomie.
- Ateliers sur l'insécurité alimentaire.
- Ateliers sur la recherche de connaissances sur les ressources alimentaires.

Ces programmes sont offerts en cours d'année et Moisson Québec compte avec un personnel qualifié pour leur réalisation.

5. PRATIQUES ALIMENTAIRES ALTERNATIVES À L'ÉCHELLE LOCALE

L'échelle locale est l'endroit où ressortent les alternatives, mais aussi les problèmes les plus profonds de la pauvreté et de la faim. Comme les organisations régionales et nationales, les centres communautaires et d'autres organisations participent à la distribution gratuite d'aliments et au développement de pratiques alternatives au dépannage. Pourtant, c'est à cette échelle où les intervenants et les personnes qui ont des difficultés économiques et sociales se retrouvent face à face. La question humaine et le constat de la pauvreté sont mis en évidence, une semaine après l'autre, un jour après l'autre.

Nous avons visité en novembre et décembre 2007 certains organismes de ce genre qui se trouvent dans les villes de Québec et de Montréal. Il est à remarquer la quantité et la variété des organisations existantes, non seulement dans ces villes-ci, mais dans la plupart des villes et des provinces du Canada. Elles sont aussi présentes dans des zones rurales. De nombreux sites d'Internet permettent d'avoir des informations précises sur la mission et les finalités des organismes alternatives de développement social. À titre d'exemple nous pouvons mentionner les organismes suivants :

5.1. LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL, SAINT SACRÉMENT, QUÉBEC

Au centre Saint Sacrement il y a un vestiaire où les personnes peuvent acheter du linge à des prix symboliques, toutes les semaines. Il y a également des personnes qui

5 « ...Le Mouvement Centraide-United Way tire son origine d'une philosophie de « collectifs d'entraide » qui vit le jour à Denver, en 1887... (Au Canada), le Mouvement Centraide-United Way comprend 122 Centraide-United Way, appuyés par des bénévoles et répartis dans dix provinces et deux territoires, ainsi qu'un organisme national, soit Centraide Canada-United Way of Canada. La mission du mouvement est d'améliorer la qualité de vie des gens notamment les plus vulnérables et bâtir la collectivité en incitant à l'action et en suscitant l'action concertée... » (En: <http://www.centraide.ca>; accès: 20/11/2008).

reçoivent des sacs de nourriture. Les bénéficiaires sont choisis après une entrevue durant laquelle les bénévoles constatent les besoins de ces personnes. Les bénévoles préparent les sacs et les bénéficiaires prennent les vivres selon leurs besoins. Ils partent, ensuite.

Le dépannage permet aux personnes bénéficiaires de combler, au moins partiellement, leurs besoins de nourriture, mais leurs problèmes de base demeurent presque intacts. Un bénévole qui travaille à cet endroit m'a dit : « on offre la nourriture, avec un geste qui devient presque automatique, mais des fois on se demande, est-ce que ça va finir un jour ? Parmi les bénéficiaires, nous avons remarqué la prédominance de femmes et d'immigrants latino-américains.

Les produits offerts sont obtenus à Moisson Québec. Pourtant, le centre offre à certaines personnes de bonus pour acheter ailleurs de produits alimentaires qui ne sont pas offerts par eux, comme la viande et les produits laitiers. Pour ce faire ils utilisent, entre autres les ressources économiques provenant des ventes du vestiaire.

5.2. CENTRE COMMUNAUTAIRE SAINT-VINCENT DE PAUL, PAROISSE SAINT BENOÎT D'ABBÉ, SAINTE-FOY (QUÉBEC)

Les coordinateurs et les bénévoles de ce centre réalisent, comme à Saint Sacrement, la préparation et le tri des produits alimentaires fournis. Les produits qu'ils offrent sont obtenus à Moisson Québec. Chaque semaine, ils y vont avec leur propre véhicule pour s'approvisionner. Le centre communautaire Saint-Vincent de Paul, Paroisse Saint Benoît d'Abbé compte avec de réfrigérateurs. Donc, ils sont en mesure d'offrir de produits frais comme la viande, le lait, les oeufs. Ceux-ci sont achetés, entre autres, avec de l'argent obtenu à partir des ventes du vestiaire des Coffres de M. Vincent, Sainte-Foy (Québec). Comme les autres centres, ils font aussi des collectes ponctuelles en décembre pour augmenter leurs provisions.

En ce centre, les activités d'accueil sont organisées pour favoriser la rencontre entre les usagers. Ils ont une salle d'attente, avec des tables où les gens peuvent se rejoindre pour prendre un café ensemble et pour parler. Ils disposent de numéros qu'ils choisissent en arrivant. Les bénéficiaires sont des personnes de différents âges et sexe. Il y a des gens du lieu et des immigrants.

5.3. L'ACCORDERIE

Comme le dit Claudine Tremblay, la coordonnatrice, L'Accorderie est un lieu pour échanger et coopérer qui a été fondé avec le concours de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et la Fondation St-Roch de Québec. « ... L'Accorderie est un organisme de solidarité où les membres s'échangent différents services individuels comme l'aide pour déménager, des formations, du transport

en voiture, du dépannage informatique, etc.). Cet échange n'est pas payé en argent mais en fonction d'heures de travail. Ils disposent aussi d'un groupe d'achat de nourriture et d'un système de crédit solidaire » (L'Accorderie, 2007).

Le groupe d'achat de nourriture est géré et animé par le comité Bonne Bouffe. Ce comité oriente l'achat de produits alimentaires de haute qualité et d'une grande variété. Les listes mensuelles de commande proposent un choix d'environ 417 produits. L'achat en gros permet aux participants de faire des épargnes dans les dépenses en aliments, mais en ayant des produits variés, sains et de qualité.

5.4. PROJET CUISINES COLLECTIVES DE L'ORGANISME PROMIS (PROMOTION-INTÉGRATION-SOCIÉTÉ NOUVELLE), MONTRÉAL

La cuisine collective multiculturelle de PROMIS propose la rencontre de personnes intéressées à cuisiner ensemble pour apprendre de nouvelles recettes, pour connaître de nouveaux produits alimentaires peu utilisés, pour faire des épargnes et pour favoriser la réunion de personnes qui veulent échanger.

La coordonnatrice du projet, M. Judith Vasquez, propose chaque semaine un choix de mets qui est discuté avec les personnes qui font partie du groupe. Puis, en fonction du nombre de plats à cuisiner pour la semaine et des recettes choisies, ils vont au marché pour se procurer les produits alimentaires dont ils ont besoin pour préparer les repas.

5.5. MULTICAF-RESSOURCE COMMUNAUTAIRE EN ALIMENTATION (MONTRÉAL)

Multicaf est un organisme polyvalent qui offre des repas quotidiens, ainsi qu'un service de dépannage alimentaire. Les repas offerts aux membres ont un coût de 1,25\$ par adulte et 0,50\$ par enfant. Multicaf sert environ 188 personnes par jour. En ce qui concerne le dépannage alimentaire, en 2006-2007 ils ont offert 7.931 dons de nourriture (Multicaf, 2007).

Les autres objectifs de l'organisme sont :

- « Réaliser des activités de collectes de denrées et de fonds.
- Réaliser des ateliers conférences, des soirées et un journal avec les usagers visant à développer le sentiment d'appartenance.
- Offrir des activités de loisir et soutenir des projets de groupe.
- Réaliser un programme d'action communautaire et participer à des lieux de concertation.
- Poursuivre le service alimentaire au moins cinq groupes du quartier.

- Offrir des repas dans les écoles.
- Opérer un service de traiteur, notamment pour les personnes âgées.
- Réaliser la transition des activités de mesure alimentaire et de service de traiteur à la corporation à but non lucratif Fourchette&Cie.

Pour avoir les produits alimentaires et les ressources utilisées pour les différents services nommés précédemment, Multicaf dispose d'alternatives diverses. Comme le signale Bernard Besancenot Animateur à la vie culturelle et sociale de l'organisme :

« A MultiCaf nous avons deux gros donateurs de nourriture un du secteur communautaire : Moisson Montréal. Moisson est intégré au réseau canadien des banques alimentaires. Un du secteur privé : la chaîne d'épicerie Provigo qui redistribue des non vendus. De plus nous recueillons de la nourriture auprès de commerçants locaux et même de deux hôpitaux de notre quartier. Notre budget aux achats est restreint et ni Centraide, ni l'Agence régionale ne nous alloue de budget pour acheter de la nourriture. Donc 90% est donné et le reste on puise dans les dons d'individus, nos levée de fonds (à Noël par exemple) et auprès de certaines fondations » (Besancenot, 2008).

Multicaf réalise aussi de collectes ponctuelles pour augmenter leurs provisions en nourriture et en argent. En décembre 2007, au moment où nous avons visité l'organisation, ils ont fait la guignolée. Plus de 80 jeunes bénévoles et 30 adultes ont participé à deux guignolées qui ont permis de ramasser plus de 8.100\$ et plus de 2.500 items de denrées alimentaires (Besancenot, 2008).

Mais Multicaf est beaucoup plus qu'un organisme de dépannage ou d'aide. Il s'agit d'une organisation créatrice et engagée dans la quête de solutions qui s'adressent à l'attention d'autres besoins de l'individu, dont le partage et la croissance personnelle ont une place. Les membres de Multicaf participent à la création poétique, à la peinture, à la mise en place d'activités culturelles et à l'appui d'autres activités dirigées à défendre les droits et à exposer les problèmes des personnes en situation précaire auprès des politiques et du gouvernement.

Depuis les visites et les conversations informelles et formelles que nous avons faites au Canada, spécifiquement à Québec et à Montréal, nous pensons qu'il y a une culture du partage, qui prend une ampleur de plus en plus forte. Et cette culture n'est pas récente. Des organisations religieuses et laïques anciennes ont précédé les nouvelles formes d'organisation de la société civile afin de contribuer à promouvoir l'autonomie et le développement chez des personnes qui se trouvent

dans des situations économiques et sociales vulnérables.

À l'égard de ces organismes, nous pensons que leurs activités permettent non seulement le développement de l'autonomie et la recherche de nouvelles compétences personnelles et sociales, comme le signalent Rouffignat *et al* (2001), mais aussi de favoriser le contact et la rupture de l'isolement que plusieurs personnes éprouvent actuellement. En fait, nous avons remarqué dans nos entrevues que les personnes qui participent à ce genre de groupes ont l'ambition de rencontrer d'autres personnes, de pouvoir parler, de se faire des amis et de se réunir avec d'autres pour le plaisir de partager.

6. CONCLUSIONS

Les résultats de cette étude montrent qu'une partie importante des organismes agissant dans les domaines de la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont pour objectif principal la collecte et la distribution de denrées alimentaires pour le dépannage. Au plan de l'action, diverses sont les organisations qui stimulent le démarrage de pratiques alimentaires alternatives au dépannage alimentaire. Ces dernières sont conçues avec le but d'offrir aux personnes ayant des situations économiques précaires de nouvelles formes d'entraide servant à développer leur autonomie dans la recherche de solutions à leurs problèmes. Il s'agit également d'organisations civiles d'aide alimentaire, qui favorisent, en plus, l'intégration sociale et le renforcement de l'estime de soi.

Divers organismes, notamment l'ABA et Moisson Québec, participent à l'étude de la situation de la pauvreté et des causes qui sont à la base de ce phénomène qu'affecte environ 10% de la population.

Les organisations étudiées aux trois échelles choisies (nationale, régionale et locale) font preuve d'une participation cruciale à l'intention des personnes en état d'insécurité alimentaire. Les performances les plus remarquables des organismes étudiés, sont liées à la stabilité et à l'organisation des services offerts. Les obstacles primordiaux pour la réalisation de leurs activités s'associent aux difficultés pour agir sur les causes de la pauvreté, ainsi qu'à l'augmentation du nombre de personnes qui cherchent les services d'urgence alimentaire.

Les actions de l'ACBA, de Moisson Québec et des organismes locaux d'aide alimentaire peuvent être accomplies grâce à la participation de partenaires comme les entreprises donatrices du secteur privé, les donateurs privés et les bénévoles. Le travail gratuit fourni par ces derniers pour la gestion et la réalisation des activités pendant toute l'année, constitue un exemple majeur de solidarité. Il est à souligner également l'efficacité des

administrateurs et des gestionnaires salariés qui travaillent au sein des associations des banques et aux banques alimentaires.

L'efficacité du travail rémunéré, ainsi que du travail bénévole des personnes au service des organisations d'aide alimentaire demeure exemplaire, aux plans logistiques et de gestion. Mais ils oeuvrent surtout pour améliorer le bien être. L'action bénévole n'est pas imposée, ni par l'État, ni par des organisations religieuses ou d'autre nature. Il s'agit d'une activité basée sur le libre choix.

Par rapport aux bénéficiaires des banques alimentaires et des groupes de pratiques alimentaires alternatives, nous avons rencontré des personnes ayant des difficultés économiques, des personnes ayant un haut niveau d'éducation mais qui n'ont pas d'emploi; des personnes ayant un faible niveau d'éducation; des petits salariés; des femmes vivant seules; des enfants. Nous avons rencontré aussi des personnes affectées par des problèmes sociaux; par des problèmes de santé physique ou émotionnelle; des problèmes liés à la méconnaissance du milieu (réfugiés, immigrants, nouveaux arrivants); des personnes ayant des problèmes familiaux. Enfin, des personnes dont le problème est le manque d'emploi, ou de revenus suffisants pour combler leurs besoins. En réfléchissant sur ces personnes traversant des situations vulnérables, nous dirions que nous sommes en face d'un grand bateau pris au milieu de la mer par une grosse tourmente et avec plein de monde, dont les gens sont affectés, à leur tour, par des aléas internes et externes. Plusieurs d'entre eux ont le courage de prendre en main le timon, pour essayer de s'en sortir en toute dignité. Malheureusement, souvent cela n'est pas suffisant, spécialement quand les problèmes sont causés par des facteurs que l'individu ne peut pas contrôler. Pourtant, au Canada ils comptent sur l'appui solidaire de plusieurs personnes, entreprises, organisations laïques et religieuses et organismes structurés qui cherchent avec eux, des voies pour éliminer la faim, un objectif que le Canada doit encore envisager.

Les programmes d'assistance sociale du gouvernement, tout comme les programmes de dépannage menés par la société constituent des mesures pour atténuer les conséquences des problèmes de la faim et de la pauvreté. Pourtant, pour entamer la lutte et pour agir sur les causes de la pauvreté il est encore nécessaire de renforcer ou de chercher de nouvelles alternatives politiques, en concordance avec le secteur privé, les organisations civiles et la société.

La pauvreté, nous le savons, est un problème complexe et la recherche d'alternatives pour la réduire reste l'un des défis majeurs des États et des sociétés du monde actuel. Pourtant, au Canada, les organisations civiles, les

entreprises du secteur privé, les bénévoles et les personnes que s'impliquent aux programmes d'aide alimentaire, ont fait des efforts valables pour lutter contre la faim. Les chiffres exposés et commentés au long de cette recherche démontrent la puissance de leurs activités.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACBA. 2008. *À propos de l'ACBA*. En: <http://www.cafb.ca>; vu le 22/11/2008.
- ACBA. 2007. *ACBA*. En: <http://www.acba.ca>; vu le 22/11/2008.
- ACBA. 2006. *À propos du projet Banques alimentaires et faim au Canada*. En: <http://www.cafb.ca>; vu le 22/11/2008.
- ALIMENCRE. 2006. *Alimencre*. En: <http://www.alimencre.com>; vu le 27/01/2008.
- AGRICULTURE AND AGRIFOOD CANADA. 2006. *About Food Security*. En: <http://www.agr.gc.ca/misb/fsb>; vu le 10/02/2008.
- BEEMAN, J.; PANET-RAYMOND, J.; ROUFFIGNAT, J. 1996. *Du dépannage alimentaire au développement communautaire, des pratiques alternatives, Guide d'animation*. Montréal: École de service social. Université de Montréal. 10 fiches avec documents d'accompagnement, 84 p.
- BESANCENOT. 2008. *Communication électronique*.
- CARDOZO, R. 2007. *L'évolution des banques alimentaires*. En: http://www.trilliumfoundation.org/cms/fr/sp_foodbanks.aspx; vu le 26/02/2008.
- CATTAPAN, F. 2008. *Tim Hortons remet 8 700 kilos de denrées à Moisson Québec: Québecbedbo*. En: <http://www.quebechebdo.com/article-173378-Tim-Hortons-remet-8-700-kilos-de-denrees-a-Moisson-Quebec.html>; vu le 10/09/2008.
- CENTREAIDE. 2008. *United Way of Canada-Centraide Canada*. En: www.centraide.ca; vu le 16/02/2008.
- CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, CCDS. 2007. *Statistiques et Info*. En: <http://www.ccsd.ca/francais/index.htm>; vu le 18/06/2008.
- CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, CCDS. 2006. *L'état des programmes sociaux au Canada*. En: <http://www.ccsd.ca/francais/perception/2734/per2734.pdf>; vu le 22/02/2008.
- CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, CCDS. 2000. *Données sur la pauvreté au Canada*. En: <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/People/famili-fra.htm>; vu le 23/02/2008.
- ÉCHANGE CELLU BOUFFE. 2006. *À propos du projet Banques Alimentaires au Canada*. En: <http://www.think-food.com/fr/atp-food.html>; vu le 21/01/2008.
- FAWCETT, G.; SCOTT, K. 2007. *La pauvreté des enfants et les écoles*. En: http://www.ctf-fce.ca/f/publications/brief/child_poverty_senate_committee.fr; vu le 22/02/2008.

- L'ACCORDERIE. 2007. Édition de mai 2007.
- MOISSON QUÉBEC. 2007. *Sommaire d'activités 2006*. En : <http://www.moissonquebec.com/>; vu le 18/01/2008.
- MULTICAF. 2007. *Multicaf-multivox*, Numéro 1, juillet.
- PNUD. 2007. Indice de Desarrollo humano. <http://www.pnud.cl/boletin/julio/cont03.htm>; vu le 16/02/2008.
- POPULATION CANADA. 2006. En: World Factbook. En: <http://education.yahoo.com/reference/factbook/ca/popula.html>; vu le 12/01/2008.
- ROUFFIGNAT, J. 2006. *Les organismes d'aide alimentaire*. Québec : Université Laval.
- ROUFFIGNAT, J. L. ; DUBOIS, L. ; PANET-RAYMOND, M. J. ; LAMONTAGNE, P. ; CAMERON, S. ; GIRARD, M. 2001. *De la sécurité alimentaire au développement social. Les effets des pratiques alternatives dans la région de Québec 1999-2000*. Université Laval : Québec.
- ROY-CHABOT, M. 2007. *Communication personnelle* (Directrice du Moisson Québec).
- ROY, M. K. ; TREMBLAY, N. 2000. *La pauvreté en héritage*. En: <http://members.tripod.com/pauvrete>; vu le 22/02/2008.
- STATISTIQUES CANADA. 2006. En: <http://www.statcan.ca/menu-fr.htm>; vu le 22/11/2008.
- TAY, A. 2008. *Enfants des rues : fatalité ou responsabilité ?* En: <http://pauillac.inria.fr/~maranget/volcans/04.96/enfants.html>; vu le 25/01/2008.
- UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE. 2008. *World perspective monde*. En: <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CAN&codeStat=SP.POP.TOTL&codeStat2=x>; vu le 25/01/2008.
- U.S. DEPARTMENT OF STATE. 2006. En: <http://www.state.gov/r/pa/ci/bgn/35766.htm>; vu le 20/02/2008.
- WIKIPÉDIA. 2008. *Banque alimentaire*. En: http://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_alimentaire; vu le 03/10/2008.